

DÉPARTEMENT DE LA GUADELOUPE

Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre

Conseil Communautaire du 28 avril 2014 (2^{ème} séance)

Délibération n°COM-2014-04-02/20

OBJET : Création de la Commission Consultative des Services Publics Locaux

L'an deux mille quatorze, le lundi 28 avril, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre, dûment convoqué, s'est réuni, à la salle des délibérations de la Mairie d'Anse-Bertrand sur convocation et sous la Présidence de Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN.

Membres en exercice :

36

PRESENTS :

(31)

Mme ALPHONSE Epse TANCONS Louisiane, M. ANZALA Jean, Mme ARMOUGON Betty, M. ARTHEIN Victor, M. BARDAIL Jean, M. BERNARD Jean-Luc, Mme CARDOVILLE Roselyne, M. DARTRON Jean, M. DAULCLE Jacky, DELTA Edouard, M. DONA-ERIE Alfred, M. DULAC Daniel, M. EDWIGE Yorick, M. FRANCFORT Philipson, Mme GUILLAUME Stella, M. HERMIN Georges, Mme JASMIN Victoire, Mme LAUG Caroll, M., Mme LORMEL épse ARPHEXAD Marcienne, Mme LOUIS-CARABIN Gabrielle, Mme MAMERT-LISTOIR Sabine, Mme MANETTE Sandra, M. MANICOM Grégory, Mme MEKEL Alexina, M. MORNAL Blaise, Mme OUJAGIR Nadia, M. PORLON Pierre, Mme REINE épse RAMPATH Sheila, M. ROUX Harry, Mme SERMANSON Sylvia, M. SIOUMANDAN Rénalt.

Conseillers Absents ayant donné procuration : 3

M. LOMBION Jean-Claude à M FRANCFORT Philipson

M. HUBERT Jean-Marie à M. BERNARD Jean-Luc

Mme MOUNSAMY Fritz à M. SIOUMANDAN Rénalt

Conseiller absent excusé : M. HILL Joseph,

Conseiller absent : MITEL Florent

A été élu secrétaire de séance : M. Harry ROUX

Le quorum requis étant atteint, le Conseil Communautaire peut valablement délibérer

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2333-64 à L 2333-71 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2013-037-SG/DICTAJ/BRA du 30 mai 2013 portant extension et transformation de la Communauté de communes du Nord Grande-Terre en Communauté d'Agglomération ;

Considérant le renouvellement général des conseils municipaux, et à l'élection des conseillers



communautaires, il appartient au Conseil Communautaire de la CANGT de recréer la commission consultative des services publics locaux sur le fondement de l'article L. 1413-1 du CGCT, les communautés de plus de 50 000 habitants doivent créer une commission consultative des services publics locaux pour l'ensemble des services publics qu'ils confient à un tiers par convention de délégation de service public ou qu'ils exploitent en régie dotée de l'autonomie financière ;

Considérant que la commission consultative des services publics locaux est composée du président de l'organe délibérant, ou leur représentant, comprend des membres de l'assemblée délibérante ou de l'organe délibérant et des représentants d'associations locales, nommés par l'assemblée délibérante ou l'organe délibérant,

Considérant les missions dévolues à cette commission notamment le bon fonctionnement des services publics locaux par l'examen des rapports établis par les délégataires et les rapports sur le prix et la qualité du service public ;

Le Conseil communautaire ;

OUI l'exposé du Président

Après avoir délibéré et voté à l'unanimité.

DECIDE

ARTICLE 1 : De créer la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) ;

ARTICLE 2 : De fixer la composition de cette commission comme suit : le président, cinq conseillers communautaires et cinq représentants d'association défenseurs des droits des usagers ;

ARTICLE 3 : Le Président, le Directeur Général des Services, le Comptable Public de la Trésorerie de Port-Louis, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré en séance les jours, mois et an ci-dessus,

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME



La Présidente,

Gabrielle LOUIS-CARABIN

- Transmis à la Sous-préfecture de Pointe-à-Pitre
- Notifié aux maires d'Anse-Bertrand, de Port-Louis, de Petit-Canal, du Moule et de Morne-à-L'Eau.
- Notifié au Comptable Public de Port-Louis

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Basse Terre (6, rue Victor Hugues-97100-Basse Terre ; Téléphone : 05 90 81 45 38 ; Télécopie : 05 90 81 96 70 ; Courriel : greffe.ta-basse-terre@juradam.fr) ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. Qu'elle soit expresse ou implicite, la décision prise pourra être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.